

A 206



John Carter Brown
Library
Brown University

2176

puissance qui leur garantira le retour à l'esclavage, deviendra leur patrie d'adoption : c'est pour celle-là qu'ils feront des vœux ; c'est celle-là qu'ils songeront à servir.

Le Directoire, après avoir répondu au message du Conseil, l'invite de nouveau à lui tracer enfin la marche qu'il doit suivre à l'égard de ces hommes. Doit-il les considérer comme des républicains français, ou doit-il les regarder comme compris dans l'article 373 de la constitution ?

Pour expédition conforme,

Le président du Directoire exécutif,

Signé, LETOURNEUR.

Par le Directoire exécutif, le secrétaire-général,

Signé, LAGARDE.

Pour copie conforme,

Les représentans du peuple, secrétaires du Conseil des Cinq-Cents,

Signé, J. P. PICQUÉ, A. FAUVEL, GOURDAN.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
Floréal, an 5.

CORPS LÉGISLATIF.

ÉGALITÉ. LIBERTÉ.

MESSAGE.

Extrait du registre des délibérations du Directoire exécutif, du 16 prairial, l'an 5 de la République française, une et indivisible.

Le Directoire exécutif, formé au nombre de membres requis par l'article 142 de la constitution, arrête qu'il sera fait au Conseil des Cinq-cents un message dont la teneur suit :

Le Directoire exécutif au Conseil des Cinq-cents.

Citoyens Législateurs,

Le Directoire n'a point à rappeler au Conseil que sept années de troubles, de guerre civile et d'anarchie avoient désolé St-Domingue, lorsque le gouvernement constitutionnel fut établi. De 1789 à 1796, plusieurs villes et un nombre considérable d'habitations avoient été livrées et incendiées.

Pendant quatre ans, les Anglais et les Espagnols avoient

employé tous les moyens de porter le désordre à son comble ; et secondés par un parti d'émigrés, ils avoient alimenté *la Vendée coloniale* par des dépenses énormes et par de fortes émissions d'hommes : cependant la guerre d'Europe a long-temps fixé seule les regards de la France. Tous les sacrifices avoient pour but de nous défaire de l'ennemi que nous voyons le plus près de nous; et nos colonies presque abandonnées n'ont pu recevoir de la mère-patrie que de foibles marques de souvenir et d'intérêt. Faut-il le dire ? les agens que le Directoire a choisis pour les isles-sous-le-vent n'ont pu emporter avec eux que 150,000 fr. Il ne leur a rien été envoyé depuis leur départ, et les Anglais, de leur propre aveu, ont dépensé 120,000,000 l. tournois, pour se conserver sur dix-huit à vingt lieues de terrein qu'ils occupent à St-Domingue.

D'après ce tableau, peut-être le Directoire seroit-il fondé à se plaindre du sens forcé que l'on a donné aux différens messages par lesquels il annonçoit une amélioration dans les cultures. Certes, on ne peut pas supposer qu'elles soient dans un état aussi brillant qu'en 1788; et lorsqu'il a parlé de leur amélioration, c'étoit toujours comparativement à ce qu'étoient les choses lors de l'arrivée de ses agens dans l'isle. Il devoit au zèle et aux efforts de ceux-ci de publier leurs succès ; il le devoit aussi aux propriétaires des colonies résidans en France. Ceux-là peut-être ont été trop inquiétés, trop découragés. Le Directoire vouloit leur rendre l'espoir, et fixer de nouveau leurs regards sur un pays qui leur promet encore de grandes ressources.

C'est dans cette même intention, c'est encore pour tranquilliser le Conseil et les propriétaires, c'est surtout dans l'intention de rappeler le commerce, que le Directoire vous transmet l'extrait de différentes lettres de St-Domingue. Il n'a retiré de cette correspondance intéressante que ceux des détails diplomatiques ou militaires dont la publicité pourroit être dangereuse et inconvenante dans le moment actuel.

Tandis que les Français de St-Domingue s'occupent du soin de conserver la colonie, et d'en éloigner les Anglais, ceux des isles-du vent offrent leur secours et leurs forces aux alliés de la République. A la nouvelle de la descente des Anglais à Porto-Rico, où ils avoient réuni des forces considérables, 1200 Français, commandés par le citoyen Pâris, ont offert au gouverneur espagnol, qui a accepté leurs offres, de se charger de la défense d'un fort sur lequel ils ont arboré le pavillon *tricolor*.

Cette nouvelle a été donnée hier soir au ministre de la marine, par le capitaine du corsaire *la Vengeance*, arrivé en trente-deux jours de St-Thomas, établissement voisin de Porto-Rico. Un bâtiment qui avoit quitté le Cap dans les premiers jours de floréal, et que le capitaine de *la Vengeance* avoit laissé à St-Thomas, y avoit annoncé qu'à son départ tout le nord de St-Domingue continuoit à jouir de la plus grande tranquillité.

Le président du Directoire exécutif,

Signé, CARNOT.

Par le Directoire exécutif :

Le secrétaire-général, signé, LAGARDE.

No. Ier.

Extrait d'une lettre écrite au citoyen ministre de la marine et des colonies, par la commission déléguée par le gouvernement français aux isles-sous-le-vent, datée du Cap, le 6 ventôse, an 5 de la République française, une et indivisible.

Il est satisfaisant pour nous d'être restés fermes à notre poste, lorsque nous paraissions menacés de toute part, et lorsque des hommes timides ou méchans s'attachoient, par foiblesse ou par malveillance, à exagérer les dangers. Nous goûtons déja le fruit de notre persévérance et de notre courage : non-seulement la tranquillité s'affermit, mais la culture, l'industrie et le commerce font chaque jour des progrès sensibles. Depuis quatre mois, la partie du nord de la colonie, plus directement sous notre surveillance, n'a pas éprouvé la plus légère agitation. Les noirs, exactement payés de leur travail, écoutés avec patience, exhortés avec bonté, et confians en la justice de la commission, dont ils ont obtenu des preuves, se livrent avec ardeur à la culture; arrachés à l'oisiveté, les perfides suggestions dont ils étoient entourés n'ont plus le même effet sur leur esprit : déja ils s'attachent, dans leurs momens de loisir, non-seulement à relever, mais à orner leurs cabanes, à replanter les pièces de cannes, à les entretenir, à les soigner. Ils sollicitent comme une grace des moyens de travailler; lorsqu'ils les ont obtenus, ils s'empressent à donner des preuves de leur bonne volonté, et de réaliser leurs promesses.

Depuis quatre mois sur-tout, citoyen ministre, la culture a bien changé de face; les commissaires, dans la dernière tournée qu'ils ont faite sur les habitations, ont eu lieu de s'en convaincre et de s'en réjouir; et les

esprits sont si favorablement disposés, que nous ne craignons pas de vous assurer une amélioration progressive, à mesure que nous avançons vers le terme de notre mission.

Entièrement abandonnés par le gouvernement français, et n'ayant trouvé dans la colonie, à notre arrivée, aucune ressource en finance; bloqués par une escadre anglaise pendant plus de six mois, et connoissant les dispositions peu amicales des Américains, nous aurions péri de misère, si nous n'avions pris la résolution d'encourager les armemens en course. Des succès ont couronné nos opérations; déja quatre-vingt-sept corsaires ont été armés dans les divers ports de la colonie, et depuis trois-mois l'administration subsiste, et les particuliers s'enrichissent du produit des prises qui arrivent successivement.

Il a fallu notre dévouement et notre patriotisme pour ne pas nous arrêter à toutes les considérations pusillanimes qu'on nous opposoit. Nous étions témoins des violations journalières du traité qui unit les Etats à la France, et on osoit à peine les réprimer; la résolution du 14 messidor ne nous a été connue que cinq mois après cette époque. La conduite révoltante des Américains, et la connoissance indirecte des intentions de notre gouvernement, nous faisoient un devoir d'ordonner qu'on usât de représailles, même avant d'en avoir reçu l'autorisation officielle.

De nouveaux flibustiers affrontant les dangers de tout genre enlèvent journellement, à la vue de l'escadre anglaise, les Américains destinés à approvisionner les ports qui leur ont été livrés, et par ce moyen nous arrachons à nos ennemis des subsistances dont nous manquions absolument.

La perfidie des Américains pendant cette guerre, et sur-tout l'esprit qui les anime en ce moment, nous commandoient d'en user avec eux sans ménagemens. Des avis qui nous ont été transmis du continent par

diverses personnes dignes de notre confiance, nous ont appris que les manoeuvres des Anglais, favorisées par le gouvernement américain, avoient tellement corrompu l'esprit des négocians de cette nation, que ces derniers étoient déterminés à cesser tout armement pour les isles françaises. Ce qui s'est passé depuis que nous avons été prévenus, nous a confirmé la vérité de cet avertissement. Depuis deux mois et demi, il n'est entré dans nos ports d'autres navires américains que ceux qu'on y a conduits par force.

On nous fait même craindre une rupture après l'installation du nouveau président John Adams ; et sous tous ces rapports, nous n'avons qu'à nous applaudir des encouragemens que nous avons donnés aux armemens en course.

(Ici des détails sur la situation politique de la colonie, quelques détails militaires qu'il seroit impolitique de publier.)

Malomba, l'un des chefs les plus importans de la *Vendée* de la grande rivière, attiré par nos exhortations et plus encore par la connoissance du sort heureux dont jouissent les noirs qui vivent sous les lois de la République, et qui a entraîné avec lui environ trois mille hommes insurgés, qu'on a répartis dans la plaine, nous a assuré que les munitions et les armes dont ses troupes se servoient leur étoient principalement fournies par des Espagnols.

L'infame Vasquès, cet indigne prêtre qui présida, le crucifix à la main, au massacre des sept cents Français qui s'étoient réunis au Fort-Dauphin, écrit de la Havanne, où il s'est réfugié, à ses partisans restés dans la partie espagnole, pour leur persuader que l'Espagne ne consentira jamais à céder de bonne foi cette possession, et pour fortifier leur résistance. Nous vous adressons, citoyen ministre, la copie des lettres que nous avons surprises (N°. 2.).

(Détails sur des opérations militaires qui doivent encore être secrets.)

En attendant qu'un nouvel ordre de choses nous mette dans la position de pouvoir châtier les ennemis de la République, nous tournons toute notre sollicitude vers la prospérité et la sûreté intérieures de la colonie ; et les succès que nous avons déja obtenus, nous consolent en quelque sorte du mal que nous ne pouvons empêcher. Ils sont aussi importans pour la France que des victoires.

(*Détails militaires qui doivent rester secrets.*)

Malgré leurs intrigues, leurs forces réelles et leurs nombreux auxiliaires, la puissance des Anglais, loin d'augmenter aux Antilles, décroît sensiblement. Nous avons presque toujours été bloqués devant le Cap ; ils ont armé les brigands des montagnes frontières (N°. 5.). Les Américains sont très-disposés à les servir. Vous connoissez les secours qui nous sont parvenus de France, et néanmoins nous nous sommes soutenus. Dans une position aussi difficile, nous avons montré ce que peuvent des agens fidèles dévoués à leur patrie. Nous avons réuni autour de l'autorité émanée de la métropole des hommes divisés entre eux, et nous nous sommes créé des moyens ; nous avons jeté les fondemens de la prospérité de la colonie, en rétablissant la culture, en donnant de l'activité au commerce. Vous jugerez, par le tableau des maisons qu'on rétablit, de la confiance des habitans de la ville du Cap.

Citoyen ministre, nous serions trop heureux si le bon esprit qui anime aujourd'hui les habitans de la partie du nord de la colonie, existoit dans la partie du sud ; mais des hommes qui ont préféré commettre des barbaries plutôt que de se dessaisir d'une autorité dont ils avoient abusé, et qui devoit être circonscrite, ne seront pas retenus ni par le patriotisme, ni par la justice, pour commettre des crimes nouveaux.

Vovs lirez dans les lettres écrites du Mole (N°. 6.) par des émigrés connus, à leurs amis du continent américain, que Rigaud a fait des propositions pour se livrer

aux Anglais. Pinchina, que nous avions cru parti pour Londres, est resté au Mole; il est l'ame de ces infames machinations : il paroît qu'entre les Anglais et les assassins du sud il n'y a plus de difficulté que sur les conditions; mais, citoyen ministre, leurs espérances seront déjouées : les hommes qu'ils ont comprimés par la terreur, dont ils ont fasciné les yeux, les ouvriront et reprendront leur courage, quand ils seront instruits du sort qu'on leur prépare.

La partie de l'ouest est tranquille; et, par la sagesse des généraux Beauvais et Chaulatte, elle a été préservée jusqu'à ce jour des malheurs qui ont ravagé le sud; nous avons fait passer à ces deux généraux les preuves de la trahison de Rigaud, afin qu'ils soient prévenus et prêts à agir aux premières tentatives de ce traître.

C'est au moment où l'infame Rigaud sollicitoit des communes du Sud des témoignages de confiance et de félicitations dictés par ses complices, à des hommes égarés ou pusillanimes, qu'il recevoit les propositions des Anglais, et qu'il méditoit de faire passer sous leur domination ceux-là mêmes qui exaltoient son attachement à la République : mais quel que soit le prestige dont ils aient été entourés, ils nous est impossible de penser que, lorsqu'ils pourront apprécier celui qui a voulu les précipiter dans un abyme de malheurs, pour son intérêt personnel, et pour éviter le supplice qui l'attendoit, ils ne soient transportés d'indignation, et qu'un soulèvement général contre l'auteur de tant d'atrocités ne vienne terminer cette sanglante tragédie.

Quant à nous, citoyen ministre, notre seule ambition, au milieu des peines que nous avons éprouvées, sera de présenter à nos concitoyens des agens dévoués et fidèles; et plus on aura grossi les dangers dont nous sommes entourés, plus on aura rehaussé la gloire réservée au courage et à la persévérance de ceux qui sont restés inébranlablement à leur poste, tandis que

des mécontens ou des lâches le quittoient pour les calomnier peut-être.

Dans une fête publique que nous avons provoquée, nous avons remis aux généraux Toussaint-l'Ouverture, Pierre Leveillé et Pierre Michel les sabres et les pistolets envoyés par le Directoire à ces généraux. Celui du général Pierrot, mort depuis quelque temps, a été remis à sa famille, et le général Pageot est parti pour Paris; son sabre lui sera donné à son retour. Ces généraux ont paru infiniment reconnoissans de ce témoignage honorable du Directoire; ils ont de nouveau juré de rester invariablement attachés et soumis aux lois de la République, et de faire une guerre à mort à ses ennemis. Ils vous écrivent, sans doute, pour vous protester de leurs sentimens. Cette action du gouvernement a produit ici le meilleur effet.

Ces généraux n'ayant reçu que les arrêtés qui confirment leurs grades de généraux de brigade, desireroient avoir des brevets en forme; nous vous prions, citoyen ministre, de les leur faire expédier, et de nous les adresser.

Pour extrait.

No. II.

Copie d'une lettre de la commission déléguée par le gouvernement français aux Isles-sous-le-vent, au ministre de la marine et des colonies, en date du Cap, le 11 ventôse an 5.

CITOYEN MINISTRE,

La flûte *la Lourde* part ce soir.

Au moment où toutes nos dépêches sont fermées, on vient de remettre à la commission un grand nombre de lettres trouvées sur le paquebot anglais expédié du Mole pour Jérémie, pris par un corsaire français. C'est notre marine de corsaires par qui nous savons tout ce qui se passe chez l'ennemi, qui harcèle leur commerce et interrompt leurs communications.

Toute la correspondance de Londres et du Mele à Jérémie est tombée entre nos mains. Par le prochain aviso nous vous enverrons des copies des lettres les plus intéressantes.

C'est par cette correspondance que nous apprenons l'arrivée au Mole du général Johnss-Greves-Simcoë, le même qui commandoit au Canada. Son apparition semble avoir comblé de joie les émigrés. Ils fondent les plus grandes espérances sur les talens et les vertus de ce nouvel envoyé : il va faire des miracles.

D'abord, c'étoit Abercombie qu'ils attendoient, accompagné de Bouille et de Malouet. Il n'est pas de plattes flagorneries qu'ils n'aient publiées sur *le grand général Abercombie, le plus grand général de l'Angleterre*, dont la présence devoit produire la réduction de l'île entière.

Quelque intrigue de cour aura détruit ce premier plan.

Bouillé et Malouet sont également restés en Angleterre ; mais les colons émigrés, aussitôt après l'arrivée du nouveau chef, ont tourné leur admiration sur lui, ils en paroissent enchantés.

Cependant *Simcoë* n'a emmené avec lui que deux aides-de-camp et deux secrétaires, l'un desquels se nomme Robert de Saint-Vincent, fils d'un ci-devant président au parlement de Paris, dont ils semblent être très-satisfaits, et qui, disent-ils, *est d'une façon de penser peu commune.*

Deux mille cinq cents hommes doivent bientôt arriver, et c'est avec de pareils moyens qu'ils prétendent nous vaincre.

Simcoë, disent les notables émigrés de Londres, est entièrement dévoué aux colons et à leur systême ; il doit agir de concert avec le conseil privé colonial établi au port au Prince, qui doit compte des opérations à Malouet, chargé des affaires de la colonie à Londres.

Malouet avoit eu, il y a quelque temps, du mécontement ; mais une conférence qu'il a eue avec *le duc de Portland*, lui a redonné du courage. C'est toujours lui qui paroît être écouté du ministre anglais. Le comte de Vaudreuil dit, dans une de ses lettres, qu'il lui est adjoint pour les affaires des colonies.

Nous n'avons rien pu découvrir dans les nombreuses lettres que nous avons parcourues sur leurs projets offensifs, car ils doivent en avoir ; mais s'il en est autrement, *Simcoë* sera bientôt autant vilipendé par les émigrés, qu'il en est exalté maintenant.

S'il faut en croire ces mêmes amis, le gouvernement français est en Europe dans la position la plus critique. Nos armées d'Allemagne sont totalement détruites, Buonaparte est chassé de l'Italie et son armée réduite à rien. Les royalistes en France seront bientôt les maîtres, et le comte de Vaudreuil à Londres promet à ses

correspondans dans la colonie, que la campagne prochaine aura pour but le rétablissement d'un roi sur le trône de ses pères, et que l'Angleterre, malgré *la farce* qu'elle vient de faire jouer à Malmesbury, est bien décidée à ne traiter qu'avec un roi.

En effet c'est au moment où ce négociateur étoit à Paris, que les émigrés étoient mieux traités par le ministère, et c'est alors qu'on s'occupoit le plus sérieusement de la conquête de Saint-Domingue.

Mais, citoyen ministre, que la sécurité du gouvernement français soit aussi profonde que la nôtre : loin d'être intimidés de leurs bravades, nous venons d'ordonner une attaque gnérale sur toute la ligne frontière de la grande rivière, et les dispositions qui ont été prises doivent nous faire raisonnablement espérer des succès. C'est hier que l'armée s'est mise en mouvement.

Le général Toussaint a repris quelques postes avancés dans le Mirbalais, et si nous obtenons un avantage complet nous pourrons tenter une attaque sur le Mole.

Ces calculs sont un peu différens de ceux des anglo-émigrés ; mais ils sont fondés sur la confiance que nous avons dans la tranquillité de la colonie, dans l'attachement à la France des hommes à qui elle a donné la liberté ; et notre sécurité est si grande au milieu des dangers dont ils nous menacent, que le rétablissement des cultures fait chaque jour des progrès qui surpassent nos espérances. Nous ne pouvons pas attendre des résultats plus favorables au sein de la plus profonde paix.

Cependant, citoyen ministre, nous ne pouvons nous dissimuler que la pénurie de nos moyens de finance est toujours la même, c'est-à-dire, très-grande. Sans doute le nouvel ordre de choses que nous venons de créer, le rétablissement des maisons du Cap, celui des cultures, la renaissance du commerce, portent la satisfaction dans nos cœurs, et nous présentent l'avenir le plus séduisant ; mais en attendant nous vivons d'espérances, et ces opé-

rations qui, dans quelques années, produiront beaucoup au fisc, lui rendent très peu dans le moment actuel : mais si le gouvernement étoit venu à notre secours, comme il nous l'avoit promis, nous aurions pu faire cesser de nombreuses réclamations, et même donner de plus grands encouragemens ; nous aurions pu, sur-tout, mieux traiter les négocians américains qui nous apportent des farines, et qui ont rallenti leurs expéditions, dans la crainte fondée, d'éprouver du retard dans leurs paiemens.

Salut et respect.

Signé, RAYMOND et SONTHONAX.

Pour copie conforme.

N°. III.

Copie de la lettre du citoyen Toussaint-l'Ouverture au ministre de la Marine et des Colonies, écrite au Cap le 9 frimaire, l'an cinquième de la République.

CITOYEN,

Je profite avec joie d'une occasion pour France pour vous présenter mes hommages respectueux, ma reconnoissance pour tous les bienfaits dont vous m'avez comblé, ainsi que mes frères, qui marcheront toujours avec courage et fermeté pour leur liberté contre l'ennemi de la République.

Je n'entrerai pas, citoyen ministre, dans la discussion des différens événemens qui se sont passés et qui se passent encore dans une colonie jadis florissante : l'exposé doit vous en être fait par le général Lavaux que je regrette pour le succès dans mes travaux militaires. Son

absence me fait perdre en lui un ami qui m'était bien utile pour le bien général et particulièrement de la colonie que l'ennemi, jaloux des victoires de la mère-patrie et de la prospérité, continue d'affaiblir et par terre et par mer.

Je travaille jour et nuit à la prospérité de la colonie : mes troupes qui, depuis le 10 mai 1794 que je me suis rendu à la République, m'ont fait en conquérir et garder une partie qui m'a été confiée par les autorités, ne souffriront pas que mes travaux et les leurs soient infructueux.

Nous avons encore des ennemis et au dehors et au dedans à combattre, des feux à éteindre dans différentes hauteurs; mais j'espère qu'avec l'aide de Dieu nous ferons revenir nos frères égarés de leurs erreurs. Je compte beaucoup sur les chefs civils et militaires qui nous gouvernent, sur le commissaire Sonthonax, en qui mes frères mettent toujours, avec raison, la plus grande confiance, ainsi que moi ; je ne crains pas le calomniateur, parce que j'ai des œuvres à opposer à ses calomnies ; je fais mon devoir par amour, bon accueil à tout le monde ; je hais le vice, je chéris la vertu ; et si j'ai le bonheur de quelquefois réussir au milieu de mes fatigues et de mes marches militaires, je l'attribue non à moi-même, mais à Dieu qui est le principal mobile de toutes les actions des hommes.

Dans ces sentimens, citoyen ministre, je crois mériter une part dans votre souvenir, ce qui m'honorera beaucoup.

Je suis, etc.

Signé, TOUSSAINT-L'OUVERTURE.

Pour copie conforme.

DE L'IMPRIMERIE NATIONLE.
Prairial an V.

no. 24

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

ÉGALITÉ. LIBERTÉ.

MESSAGE.

Extrait du registre des délibérations du Directoire exécutif.

Du 17 Messidor, l'an cinquième de la République française, une et indivisible.

Le Directoire exécutif, formé au nombre de membres requis par l'article 142 de la Constitution, arrête qu'il sera fait au Conseil des Cinq-Cents un message dont la teneur suit :

Le Directoire exécutif au Conseil des Cinq-Cents.

Citoyens Représentans,

Les dernières dépêches de Saint-Domingue transmises au Conseil des Cinq-Cents annonçoient que les dispositions étoient faites pour une attaque générale dans le nord de Saint-Domingue. Cette attaque

E797
L133

